

L'impôt—Loi

travaillent dans l'exploitation forestière savent que le ralentissement de la construction domiciliaire aux États-Unis résulte de la politique américaine des taux d'intérêt élevés.

Pourquoi ne faisons-nous pas preuve d'initiative, de dynamisme et d'enthousiasme au Canada pour notre économie? Pourquoi n'avons-nous pas à Ottawa un gouvernement qui appuie l'établissement d'entreprise reliées à l'industrie extractive canadienne? La société Dome Petroleum estime à 140 les navires dont elle aura besoin d'ici à l'an 2000 pour ses activités de prospection et d'exploitation dans la mer de Beaufort. Le gouvernement a-t-il une politique en matière de construction navale qui tienne compte de la prospection pétrolière et gazière au large des côtes canadiennes? Non, il n'en a pas. Il ira n'importe où dans le monde pour acquérir des navires au lieu de fournir des emplois à des Canadiens dans la construction navale.

M. Paproski: Il ira même jusqu'à en acheter de pays socialistes comme la Russie.

M. Miller: Oui. Il est prêt à en acheter de la Russie, de Taïwan, des États-Unis, du Japon ou de l'Allemagne, mais cela ne va pas créer d'emplois au Canada pour des ouvriers qualifiés et il n'y aura pas de retombées provenant de l'industrie navale.

Le gouvernement devrait avoir pour principe d'utiliser du matériel fabriqué au Canada dans la réalisation de tous les mégaprojets de mise en valeur des ressources houillères ou minières en général—si jamais il s'en trouve un qui se concrétise. Pourquoi cela ne peut-il pas se faire? Nous avons un gouvernement qui ne croit pas en la vertu de ces programmes et qui refuse de s'y engager.

On pourrait implanter une aciérie en Colombie-Britannique, par exemple. Le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial de la Colombie-Britannique pourraient prendre l'initiative d'installer dans cette province une usine d'automobiles ou une usine de pièces pour les voitures japonaises. Le gouvernement devrait s'attacher à donner aux travailleurs l'accès à des emplois, aux étudiants l'accès à l'université et à l'ensemble des Canadiens l'accès à des programmes sociaux et ce, en présentant un budget équilibré et non en augmentant le déficit. Nous ne serons plus en mesure de financer les programmes sociaux auxquels nous sommes habitués si le gouvernement continue d'emprunter à des taux d'intérêt élevés auprès de banques étrangères. Nous devons mettre au point une stratégie industrielle qui permette de prévoir de quelle sorte d'emplois nous aurons besoin à l'avenir et de former les jeunes en conséquence et d'ainsi leur assurer ces emplois.

De nouveaux pouvoirs d'emprunt ne résolvent pas les problèmes de base. En continuant à emprunter, nous sommes forcés à consacrer une part croissante du budget au financement de la dette nationale. C'est le cul-de-sac, que les Canadiens ne peuvent et ne veulent tolérer davantage. Nous avons besoin d'un gouvernement qui croit vraiment dans l'initiative et l'autosuffisance des Canadiens. Je crois que le gouvernement peut commencer à le faire en présentant un nouveau budget et de nouvelles politiques économiques pour donner aux Canadiens des possibilités d'emploi et permettre à nos jeunes d'acquérir une formation.

• (1600)

M. Fred McCain (Carleton-Charlotte): Monsieur l'Orateur, j'ai trouvé les propos du dernier orateur extrêmement intéressant. Il serait bon de lui rappeler qu'il n'y a pas si longtemps les députés provinciaux de ce parti imposaient des redevances sans précédent sur les ressources naturelles.

M. Kristiansen: Une croissance de 8 p. 100.

M. McCain: Ces redevances ont eu une incidence marquante sur la rentabilité de l'exploitation des ressources naturelles, que ce soit dans le domaine des pêches, des forêts ou des mines.

M. Kristiansen: La croissance a été de 8 p. 100, alors que la vôtre a été nulle.

M. McCain: Il n'y a pas si longtemps le NPD, de concert avec le gouvernement actuel, a tenté de noircir la notion même de «profit».

M. Kristiansen: Seulement lorsque vous vendez du matériel nucléaire aux Nazis.

M. McCain: Non seulement le député a-t-il des compétences douteuses en matière financière, mais également a-t-il des manières déplorables. Je ne l'ai jamais interrompu malgré mon vif désaccord. Je veux maintenant livrer mes observations sur ses propos et s'il désire commenter mon intervention un peu plus tard et selon la procédure établie, je l'invite à ne pas s'en priver.

Il a été prouvé hors de tout doute que l'emploi dépend de la prospérité et des profits.

M. Kristiansen: Ce sont mes concitoyens que vous mettez à pied. C'est pourquoi je suis en colère.

M. McCain: Sans prospérité et sans profit, le niveau d'emploi diminue au point de justifier mes craintes et celles du député du NPD. Nous voulons la même chose, mais ce sont les méthodes utilisées qui diffèrent totalement. Nous cherchons à multiplier les possibilités d'emploi et les occasions. Nous voulons quant à nous recréer les occasions qui, selon le député de London-Ouest (M. Burghardt) existaient dans sa jeunesse et lui ont permis d'atteindre le succès. Je crois que son succès peut être très bien évalué par le respect qu'il s'est gagné auprès des gens qui l'ont élu. Ces occasions s'offraient dans les années 1930, aussi difficiles que ces années aient été. Or, depuis que le gouvernement du Canada a adopté les principes néo-démocrates, les occasions se font de plus en plus rares.

En collaboration avec les néo-démocrates, le gouvernement s'est attaqué aux bénéfiques. Loin de favoriser la productivité ou les investissements, ses mesures ont plutôt eu l'effet contraire.

M. Kristiansen: Tout ce que vous savez faire, c'est jeter l'argent par les fenêtres.

M. McCain: A l'instar du député néo-démocrate, je prends la parole aujourd'hui à la Chambre pour explorer le gouvernement de voir ce qu'il a fait des possibilités d'emploi pour les Canadiens de tous âges, les étudiants comme les personnes d'âge mûr.